



Identifiant de l'acte délivré par la préfecture :
083-248300543-20241219-Imc1357591-DE-1-1
Date de validation par la préfecture : vendredi 20 décembre 2024
Date de publication : 20/12/2024

**CONSEIL METROPOLITAIN DU
JEUDI 19 DÉCEMBRE 2024**

**NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS
EN EXERCICE : 81**

QUORUM : 41

Le Conseil Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué le jeudi 19 décembre 2024, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

Secrétaire de Séance : VEYRAT-MASSON Béatrice

PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
59	18	4
OBJET DE LA DELIBERATION		
<p>N° 24/12/339</p> <p>CONVENTION DE COOPÉRATION PUBLIC - PUBLIC POUR LA REALISATION D'UN PLAN D'ACTIONS RELATIF AUX ESPECES VEGETALES EXOTIQUES ENVAHISSANTES SUR LES SITES NATURELS DE TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE - AUTORISATION DE SIGNATURE</p>		

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, Mme Dominique ANDREOTTI, Mme Valérie BATTESTI, M. Robert BENEVENTI, M. Philippe BERNARDI, Mme Véronique BERNARDINI, Mme Nathalie BICAIS, M. Pierre BONNEFOY, M. Laurent BONNET, M. Guillaume CAPOBIANCO, M. Robert CAVANNA, M. Patrice CAZAUX, Mme Josy CHAMBON, Mme Marie-Hélène CHARLES, M. Olivier CHARLOIS, M. Amaury CHARRETON, M. Franck CHOUQUET, M. Jean-Pierre COLIN, M. Laurent CUNEO, Mme Nadine ESPINASSE, Mme Claude GALLI-ARNAUD, M. Jean-Pierre GIRAN, Mme Brigitte GENETELLI, Mme Delphine GROSSO, M. Laurent JEROME, M. Arnaud LATIL, Mme Amandine LAYEC, M. Emilien LEONI, Mme Geneviève LEVY, M. Mohamed MAHALI, M. Cheikh MANSOUR, Mme Edwige MARINO, M. Jean-David MARION, Mme Josée MASSI, Mme Anne-Marie METAL, M. Joseph MINNITI, Mme Valérie MONDONE, Mme Isabelle MONFORT, M. Christophe MORENO, Mme Cécile MUSCHOTTI, M. Ange MUSSO, M. Amaury NAVARRANNE, Mme Marie-Claude PAGANELLI-ARGIOLAS, Mme Virginie PIN, Mme Chantal PORTUESE, M. Guy RAYNAUD, Mme Valérie RIALLAND, Mme Rachel ROUSSEL, M. Bernard ROUX, M. Francis ROUX, Mme Christine SINQUIN, M. Hervé STASSINOS, M. Yann TAINGUY, M. Albert TANGUY, Mme Magali TURBATTE, Mme Béatrice VEYRAT-MASSON, M. Gilles VINCENT, Mme Kristelle VINCENT, M. Christian SIMON.

REPRESENTES :

Mme Hélène ARNAUD-BILL ayant donné pouvoir à Mme Marie-Hélène CHARLES, M. Gilles BALDACCHINO ayant donné pouvoir à M. Amaury NAVARRANNE, Mme Béatrice BROTONS ayant donné pouvoir à M. Laurent JEROME, M. François CARRASSAN ayant donné pouvoir à M. Francis ROUX, Mme Corinne CHENET ayant donné pouvoir à M. Jean-Pierre COLIN, M. Yannick CHENEVARD ayant donné pouvoir à M. Amaury CHARRETON, M. Luc DE SAINT-SERNIN ayant donné pouvoir à M. Albert TANGUY, Mme Anaïs DIR ayant donné pouvoir à M. Patrice CAZAUX, M. Jean-Pierre EMERIC ayant donné pouvoir à M. Christian SIMON, Mme Corinne JOUVE ayant donné pouvoir à M. Robert CAVANNA, Mme Sylvie LAPORTE ayant donné pouvoir à M. Thierry ALBERTINI, M. Philippe LEROY ayant donné pouvoir à M. Olivier CHARLOIS, M. Erick MASCARO ayant donné pouvoir à M. Laurent BONNET, M. Jean-Louis MASSON ayant donné pouvoir à M. Jean-Pierre GIRAN, Mme Audrey PASQUALI-CERNY ayant donné pouvoir à Mme Amandine LAYEC, M. Joël TONELLI ayant donné pouvoir à Mme Nadine ESPINASSE, Mme Sandra TORRES ayant donné pouvoir à Mme Nathalie BICAIS, M. Jean-Sébastien VIALATTE ayant donné pouvoir à Mme Josée MASSI.

ABSENTS :

Mme Basma BOUCHKARA, M. Anthony CIVETTINI, Mme Pascale JANVIER, M. Bruno ROURE.

Séance Publique du 19 décembre 2024

N° D' O R D R E : 24/12/339

**O B J E T : CONVENTION DE COOPÉRATION PUBLIC - PUBLIC
POUR LA REALISATION D'UN PLAN D'ACTIONS
RELATIF AUX ESPECES VEGETALES EXOTIQUES
ENVAHISSANTES SUR LES SITES NATURELS DE
TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE -
AUTORISATION DE SIGNATURE**

LE CONSEIL METROPOLITAIN

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L5217-1, L5211-1 et L2121-22-1,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la stratégie Régionale relative aux Espèces Végétales Exotiques Envahissantes,

VU les plans de gestion des espaces naturels que la Métropole Toulon Provence Méditerranée a en gestion,

VU les documents d'Objectifs des sites Natura 2000 pour lesquels la Métropole Toulon Provence Méditerranée est structure animatrice,

VU l'avis de la Commission Protection de l'Environnement, Développement Durable, Transition Écologique et Énergétique en date du 13 novembre 2024,

CONSIDERANT que la Métropole Toulon Provence Méditerranée est gestionnaire d'espaces naturels répartis sur tout son territoire et structure animatrice de cinq sites Natura 2000 sur son territoire,

CONSIDERANT que la gestion des espèces végétales exotiques envahissantes fait partie des objectifs de gestion de ces espaces naturels à travers leurs plans de gestion et notamment des sites Natura 2000 dans leurs Documents d'Objectifs,

CONSIDERANT que cette gestion doit être conforme à la stratégie régionale afin d'être efficace et suivie dans le long terme,

CONSIDERANT qu'il convient que les actions qui seront menées soient adaptées aux sites naturels de la métropole, de leurs enjeux et de leurs spécificités,

CONSIDERANT que le Conservatoire botanique national méditerranéen est le référent pour la façade méditerranée de la stratégie régionale et cogestionnaire de la plateforme INV MED dédiée à la gestion des Espèces Végétales Exotiques Envahissantes (EVEE),

CONSIDERANT que la Métropole Toulon Provence Méditerranée et le Conservatoire botanique national méditerranéen partagent les mêmes objectifs de préservation des sites naturels de leurs habitats et de la flore et qu'à ce titre il convient de signer la convention afin de définir le cadre dans lequel la Métropole Toulon Provence Méditerranée et le Conservatoire botanique national méditerranéen s'engagent à travailler autour du projet commun de plan d'actions,

CONSIDERANT que cette convention permet à chaque acteur d'apporter une part d'autofinancement,

CONSIDERANT le plan financier lié à la convention ci-dessous :

DÉPENSES		RECETTES	
Coût mission CBN (dont charges de personnel)	40 600 €	Participation CBN	8 100 €
Coût mission TPM (dont charges de personnel)	4 900 €	Participation TPM	37 380 €
TOTAL	45 500 €	TOTAL	45 500 €

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'ADOPTER l'exposé qui précède.

ARTICLE 2

D'AUTORISER Monsieur le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée à signer la convention de coopération public portant sur la réalisation d'un plan d'actions relatif aux espèces végétales exotiques envahissantes sur les sites naturels de la Métropole Toulon Provence Méditerranée ci-annexée avec le Conservatoire botanique national méditerranéen.

ARTICLE 3

DE DIRE que les crédits sont inscrits au Budget de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, Opération 23 533 ligne 617.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 19 décembre 2024

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée



Béatrice VEYRAT-MASSON

Le secrétaire de séance

POUR 77

CONTRE 0

ABSTENTION 0



CONVENTION DE COOPÉRATION POUR UN PLAN D' ACTIONS RELATIF AUX ESPECES VEGETALES EXOTIQUES ENVAHISSANTES SUR LES SITES NATURELS DE TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE

Entre :

La Métropole Toulon Provence Méditerranée

Dont le siège est fixé à l'Hôtel de la Métropole, 107 boulevard Henri Fabre – CS 30536,
83041 Toulon Cedex 9

Représentée par son Président Jean-Pierre GIRAN,

Désignée ci-après « Métropole TPM » ;

D'une part,

Et :

Le Conservatoire botanique national méditerranéen

Dont le siège est fixé au 34 avenue Gambetta, 83400, Hyères – n° SIREN 188 300 057,

Représenté par la directrice du Parc National de Port Cros Sophie-Dorothée DURON et par
délégation Pascal TRUONG, Directeur délégué, dûment habilité à cet effet,

Désigné ci-après « CBNMed » ;

Dénommées ci-après « les parties »

D'autre part,

VU l'article L2511-6 du code de la commande publique,

VU le Décret n°2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la Loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par des personnes publiques ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

Il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Dans le cadre de ses compétences, la Métropole TPM souhaite se doter d'un plan d'actions relatif aux espèces végétales exotiques envahissantes (EVEE) sur l'ensemble des espaces naturels sur lesquels elle intervient en tant que propriétaire ou gestionnaire.



Ce projet a pour vocation d'être élaboré avec le Conservatoire Botanique National Méditerranéen co-responsable à l'échelle du bassin méditerranéen de la Stratégie Régionale relative aux espèces végétales exotiques envahissantes en Provence-Alpes-Côte d'Azur et son plan d'actions, et co-gestionnaire de la plateforme d'informations, de ressources et d'échange INVMED-Flore dédié à la prévention et à la gestion des invasions biologiques.

Le Conservatoire Botanique National Méditerranéen (CBNMed) est un service du Parc National de Port Cros agréé par le Ministère en charge de la protection de la nature depuis 1990. Son territoire d'agrément porte sur 9 départements répartis sur le sud de la Région PACA et l'est de la Région Occitanie, soit 46.879km². Le CBNMed est l'interlocuteur privilégié des instances publiques en matière d'évaluation de la connaissance de la flore sauvage et des habitats naturels et semi-naturels. Il a vocation à répondre à des missions de service public en matière de connaissance de la flore vasculaire, de la bryoflore, de la fonge et des habitats naturels, de conservation *ex* et *in situ* des espèces menacées, d'appui aux collectivités, de sensibilisation et d'information du public.

Dans ces circonstances, le CBNMed a décidé de mettre ses compétences et son expertise au service du projet de plan d'actions relatif aux espèces végétales exotiques envahissantes (EVEE) aux côtés de la Métropole TPM, par le biais d'une convention pluriannuelle de partenariat.

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention de coopération a pour objet de définir le cadre dans lequel la Métropole TPM et le CBNMed s'engagent à travailler ensemble autour du projet commun de plan d'actions relatif aux EVEE. Ce projet vise à assurer conjointement la réalisation de missions de services publics en vue d'atteindre des objectifs communs relatifs à la conservation du patrimoine naturel, de la biodiversité et de l'environnement, en limitant l'impact des Espèces Végétales Exotiques Envahissantes sur les espaces naturels gérés par la Métropole TPM en déclinant la stratégie régionale sur ces sites. En effet, celles-ci ont été recensées sur les sites naturels dont la Métropole TPM a la gestion, et notamment sur les sites Natura 2000. Ainsi la lutte contre les EVEE est un des objectifs de gestion de ces sites.

La convention fixe également les conditions du financement de ce projet par les parties, leurs droits et obligations, ainsi que les modalités de coopération.

Les objectifs communs des parties autour du programme d'actions EVEE sont les suivants :

- Formation des agents de la Métropole à la reconnaissance des espèces et aux moyens de gestion,
- Collecte et intégration des données d'observation et bilan des actions menées sur site par les équipes de TPM,
- Complément d'inventaires floristiques,
- Analyse cartographique pour chaque entité,
- Rédaction des plans d'actions,

- Valorisation du programme d'actions et recherche de financements pour les actions de grande envergure (Contrats Natura 2000, Fonds Vert...).

La présente convention s'applique sur les 5 entités d'espaces naturels suivantes dont la Métropole TPM assure la gestion en tant que propriétaire et/ou gestionnaire : Grand Sicié, Monts Toulonnais, secteur Est, Salins et Sentier du Littoral.

ARTICLE 2 – PORTÉE DU PARTENARIAT

La Métropole TPM et le CBNMed s'engagent à transmettre à la plateforme régionale SILENE les informations et observations publiques pour la connaissance et la préservation du patrimoine naturel.

La Métropole TPM et le CBNMed s'engagent à respecter le référentiel régional des données naturalistes sensibles lors de la diffusion d'informations sur les espèces.

La Métropole TPM et le CBNMed s'engagent à mettre en œuvre un partenariat révélant un partage équitable des tâches pour atteindre les objectifs susmentionnés, reposant sur la présente convention.

ARTICLE 3 – GOUVERNANCE ET SUIVI DU PROJET

La Métropole TPM est à l'origine du projet et s'engage à accompagner le CBNMed durant toute la durée de celui-ci.

La coordination technique et administrative du projet est assurée par la Métropole TPM.

Les parties réalisent chacune leur part de travail technique défini à l'article 5 de la présente convention.

Un compte-rendu régulier sera effectué en Commission Protection de l'Environnement, Développement Durable, Transition Écologique et Énergétique de la Métropole par ses services.

Une articulation sera faite avec le projet d'Atlas de la Biodiversité Métropolitaine par les deux parties au sein du Comité technique de ce dernier.

ARTICLE 4 – CONTENU DU PROJET

Le projet consiste à améliorer la connaissance des Espèces Végétales Exotiques Envahissantes (EVEE) présentes dans les espaces naturels gérés par les services de la Métropole TPM (cf. article 2) et à se doter d'un plan d'actions qui limitera l'impact des EVEE sur les autres espèces patrimoniales et les habitats et pourra répondre aux enjeux de gestion de ces sites naturels.

4.1. Formation des agents de la Métropole à la reconnaissance des espèces et aux moyens de gestion



Les agents des différentes unités de sites naturels seront formés sur leurs secteurs à l'utilisation des outils d'identification pour les EVEE, les différents statuts à l'échelle régionale et la mise en œuvre d'intervention. La formation comprendra également une présentation des outils et base de données régionales permettant le suivi des espèces et des actions de lutte menées.

4.2. Collecte et intégration des données d'observation et bilan des actions menées sur site par les équipes de TPM

Le responsable du programme au sein des services de TPM collectera auprès des différentes entités des sites naturels toutes les données concernant la localisation des espèces recensées par les plans ou équipes de gestion, ainsi que toutes les actions menées et leur localisation.

Les données relatives aux espèces seront compilées dans un fichier qui reprendra l'architecture du formulaire standard de données du système d'Information et de Localisation des Espèces Natives et Envahissantes (SILENE).

Les données relatives aux actions de gestion reprendront l'architecture du formulaire « fiche action » disponible sur la plateforme INVMEF-Flore et sur demande auprès du CBNMed.

Les services de la Métropole mettront à disposition l'ensemble des couches et informations géographiques nécessaires aux analyses du CBNMed.

4.3. Complément d'inventaires floristiques

A partir des bases de données Smethis du CBNMed et SILENE, ainsi que des données récoltées auprès des services de la Métropole TPM, des inventaires complémentaires ou des recherches bibliographiques pourront être réalisés par les botanistes du CBNMed pour compléter les données sur certains secteurs et actualiser les mentions trop anciennes ou incomplètes.

4.4. Analyse cartographique pour chaque entité

Sur la base des données collectées, le CBNMed réalisera pour chaque entité de site naturels un travail cartographique permettant de déterminer les stations d'espèces prioritaires, dans l'objectif d'obtenir un rendu cartographique permettant de hiérarchiser les actions en fonction des enjeux.

4.5. Rédaction des plans d'actions

A partir de toutes ces informations, le CBNMed élaborera un document stratégique pour répondre aux enjeux des EVEE sur les sites naturels de la Métropole en prenant en compte les particularités des sites, ainsi que de leurs enjeux en termes d'habitats et de flore.

Pour chacune des entités d'espaces naturels, le CBNMed proposera un diagnostic détaillé sur les EVEE présentes et les recommandations de gestion avec différents niveaux de priorité

ainsi que la mise en place une veille pour les espèces susceptibles de s'établir. Ce plan d'actions permettra de :

- Identifier les EVEC (et potentiellement envahissantes) présentes au sein et aux abords de leurs sites en gestion ;
- Définir une stratégie locale adaptée aux enjeux des sites dont ils portent la gestion ;
- Mettre en œuvre la stratégie la plus adéquate possible sur les zones à enjeux au sein de l'espace géré ;
- Identifier des priorités de veille et de surveillance.

4.6. Valorisation du programme d'actions et recherche de financements pour les actions de grande envergure

Les parties assureront la diffusion du programme et la Métropole TPM s'assurera de la diffusion de ce programme d'actions auprès de ses services, élus et communes. Elle se chargera également de trouver des financements pour les projets de grande envergure.

ARTICLE 5 – MODALITÉS DE LA COOPÉRATION

Le projet porte sur les espaces naturels gérés par les services de la Métropole TPM, soit sur les 5 entités mentionnées dans l'article 2 de la présente convention. Chacune des parties verra son rôle bien défini :

5.1. Rôle de la Métropole TPM

Au sein des parties, la Métropole TPM assurera :

- Le suivi administratif et financier du projet,
- Les retours aux élus de la Métropole,
- La collecte des données internes concernant les espèces et les actions déjà menées,
- La valorisation du projet en proposant des outils et supports et en rédigeant du contenu,
- La communication et la publicité relative au projet.

La Métropole TPM s'engage à :

- Mettre à disposition les couches et les données cartographiques disponibles sur les EVEC et actions de lutte menées sur son territoire, selon les formats définis par le CBNMed
- Mettre à disposition ses équipes pour les prospections de terrain,
- Valoriser les résultats de la présente coopération auprès des services de la collectivité, des communes et des élus,
- Rechercher des financements pour des actions d'envergure qui seraient à mener en-dehors des actions classiques de lutte pouvant être réalisées en régie.

5.2. Rôle du CBNMed

Le CBNMed, apporte son expertise technique et scientifique pour toutes les phases de l'élaboration du plan d'actions relatif aux EVEC.



- **Formation des agents de la Métropole**

- Fournir les supports pédagogiques en fonction des sites et des principales espèces présentes,
- Assurer les formations pour présenter les outils de reconnaissances des EVEC, les modalités de saisies des données et la planification d'actions de gestion et leur suivi.

- **Intégration des données d'observation et bilan des actions menées sur site par les équipes de TPM**

- Réaliser l'état des lieux des connaissances acquises par les équipes de la Métropole pour qu'elles alimentent le programme d'actions à partir des données fournies par les services de la Métropole.

- **Complément d'inventaires floristiques**

- Les botanistes du CBNMed réaliseront des inventaires pour compléter les données ou les actualiser.

- **Analyse cartographique pour chaque entité**

- Réaliser des couches cartographiques de restitution des EVEC présentes et des actions de gestion déjà réalisées au format .shp et doubler la transmission des données sous forme de tableau Excel,

- **Rédaction des plans d'actions**

- Hiérarchiser les espèces et leurs enjeux,
- Décrire les protocoles d'actions et de suivi,
- Proposer des supports de restitution et d'outils pédagogiques pour les équipes afin de faciliter le travail d'identification et de suivi.

ARTICLE 6 – PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE ET EXPLOITATION DES RESULTATS

Les résultats des études et suivis sont la propriété des signataires qui pourront librement les utiliser dans le strict respect des droits moraux des auteurs. Toute représentation mentionnera le ou les auteurs concernés.

Les parties s'engagent également à porter sur tous les documents produits en caractères apparents, dans le cadre de la mission confiée, les mentions relatives à la source et aux droits des données.

En cas d'utilisation des données, les parties s'engagent donc à :

- Ne pas utiliser les données pour des buts contraires à la conservation de la nature,
- Citer explicitement les auteurs et la source de la donnée
- Ne pas dénaturer ou transformer les données brutes,
- Ne pas céder à un tiers les données naturalistes produites par les parties.

Les données naturalistes récoltées dans le cadre de cette coopération seront reversées par les parties à SILENE SINP régional pour un partage de la connaissance gratuit pour tous.

La diffusion des données naturalistes à un tiers se fera par conséquent uniquement via SILENE SINP régional.

ARTICLE 7 – INFORMATION ET COMMUNICATION

Les parties s'engagent à s'informer mutuellement de toutes les actions de communication qu'ils mèneront autour des actions réalisées en application de la présente convention cadre.

Sur les documents relatifs aux actions communes, les parties s'engagent à :

- Afficher les logos des signataires de la convention sur tous les supports présentant les actions concernées,
- Présenter de façon claire les engagements respectifs des partenaires.

ARTICLE 8 – DURÉE DE LA CONVENTION

La convention de coopération entrera en vigueur à compter de sa date de signature et arrivera à échéance le 31/12/2026. Au terme, les parties examineront l'opportunité de poursuivre le partenariat par un éventuel avenant.

ARTICLE 9 - RÉSILIATION

Le présent contrat peut être résilié de plein droit par l'une des deux parties en cas d'inexécution par l'autre d'une ou plusieurs des obligations contenues dans ses diverses clauses. Cette résiliation ne devient effective que deux (2) mois après l'envoi par la partie plaignante d'une lettre recommandée avec accusé de réception exposant les motifs de la plainte, à moins que dans ce délai la partie défaillante n'ait satisfait à ses obligations ou n'ait apporté la preuve d'un empêchement consécutif à un cas de force majeure.

L'exercice de cette faculté de résiliation ne dispense pas la partie défaillante de remplir les obligations contractées jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation et ce, sous réserve des dommages éventuellement subis par la partie plaignante du fait de la résiliation anticipée du contrat.

En cas d'expiration ou de résiliation du présent contrat, chaque partie prend l'engagement de restituer à l'autre partie, dans le mois suivant ladite expiration ou résiliation, tous les documents et divers matériels que cette dernière partie lui aurait transmis, sans pouvoir en conserver de reproduction.

ARTICLE 10 – ECHÉANCIER

Les échéances prévisionnelles sont les suivantes :

- Décembre 2024 : première réunion technique pour caler les sessions de formation et identifier les personnes ressources pour la collecte des données,
- 2025 : formation des agents, collecte des données internes à TPM, inventaires complémentaires
- 2026 : poursuite des inventaires, analyse cartographique, rédaction du programme d'actions, formation des agents (mise en place d'interventions) et valorisation du projet.

ARTICLE 11 – COÛT DU PROJET

Le montant total des dépenses est calculé conformément aux indications portées en annexe à la présente convention établi par la Métropole TPM en fonction du budget établi avec l'OFB dans le cadre de la convention financière.

Budget convention				
CBNMed				
Dépenses		Recettes		Taux
Coût total de la mission	40 600 €	Participation de TPM au titre des soultes	32 480 €	80%
Dont charges de personnel	40 600 €	Autofinancement	8 120 €	20%
TOTAL	40 600 €	TOTAL	40 600 €	
Métropole TPM				
Dépenses		Recettes		Taux
Coût total de la mission	4 900 €	Participation TPM	37 380 €	82 %
Dont charges de personnel	4 900 €	Participation CBN	8 120 €	18 %
Dont soultes	32 480 €			
TOTAL	37 380 €	TOTAL	45 500 €	
TOTAL CONVENTION	45 500 €	TOTAL CONVENTION	45 500 €	

ARTICLE 12 – MODALITÉS DE PAIEMENT

Les actions font l'objet de paiements d'acomptes, paiements partiels non définis, après constatation du service fait.

La Métropole TPM assurera le versement au CBN en fonction de l'avancement de leur travail comme suit :

- Un acompte de 30% en 2025,
- Un versement à mi-parcours de 40% au premier trimestre 2026,
- Un versement de 30% à la fin de la mission, une fois l'ensemble des livrables fournis.

Le versement des participations s'effectuera au démarrage du projet, sur le compte bancaire du CBNMed dans leurs établissements respectifs (RIB).

ARTICLE 13 – CONTROLE DE L'EMPLOI DES FINANCEMENTS ET OBLIGATIONS DES PARTENAIRES

La Métropole TPM peut s'assurer, à tout moment, en vertu de l'article L 1611-4 du Code général des collectivités territoriales, du respect des obligations énoncées dans la présente convention et de la conformité de l'emploi de la subvention allouée.

Les parties doivent faciliter le contrôle des objectifs poursuivis et de la réalisation des actions, par tous moyens à leur convenance.

ARTICLE 14 – RESPONSABILITE

Les activités de chaque partenaire, mentionnées dans la présente convention relèvent de leur propre responsabilité pleine et entière.

Ceux-ci s'engagent à respecter la législation en vigueur afférente à leur activité et déclarent avoir souscrit toutes les polices d'assurances garantissant leur responsabilité civile.

ARTICLE 15 – PROCÉDURE DE DÉNONCIATION

Par ailleurs, en cas de non-respect par l'une ou l'autre des parties des dispositions de la présente convention, celles-ci disposent de la faculté de procéder, après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée sans effet dans le délai d'un mois, de procéder à la dénonciation du contrat. La convention prendra fin trois mois après réception de cette lettre.

En cas de dénonciation de la convention, la Métropole TPM s'engage à financer les travaux déjà réalisés par le CBNMed. Par contre, en aucun cas les travaux réalisés postérieurement à la date de dénonciation ne feront l'objet de financements de la Métropole TPM.

Toutefois la résiliation interviendrait sans délai et sans recours de l'un ou l'autre des partenaires dans le cas d'une décision administrative plaçant l'un dans l'impossibilité de continuer à exécuter les travaux prévus.

ARTICLE 16 – PROCÉDURE MODIFICATIVE

Si des difficultés survenaient quant à l'application et à l'interprétation de la présente convention, les parties conviennent d'apporter toutes modifications nécessaires par voie d'avenant.

ARTICLE 17 – RÉGLEMENT DES DIFFÉREND

En cas de contentieux portant sur l'application de ladite convention et de ses éventuels avenants, il est expressément convenu, et ce avant tout recours contentieux, que les parties procèderont par voie amiable.

A défaut de règlement à l'amiable, les litiges seront portés devant le Tribunal administratif de Toulon.

Fait en deux exemplaires originaux à le 2024

Pour le Parc national de Port-Cros /
Conservatoire botanique national
méditerranéen

La Directrice,
Sophie-Dorothée DURON

Pour La Métropole Toulon Provence
Méditerranée

Le Président,
Jean-Pierre GIRAN